



VAR

Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination Paysanne Européenne et de Via Campesina

NOTRE POSITION FACE AU PROJET DE LGV PACA

La Confédération Paysanne du Var, qui milite pour une agriculture respectueuse des hommes et de leur environnement, est extrêmement préoccupée par les conséquences nuisibles du projet de Ligne à Grande Vitesse PACA dont l'impact global et précis sur l'agriculture de notre département n'a pas vraiment été étudié.

En dépit des promesses répétées, le foncier agricole continue de servir de réservoir inépuisable pour l'urbanisation, la création de zones industrielles, artisanales, commerciales ou touristiques ou bien encore de voies de communication comme dans le cas présent.

Ainsi la France, avec 60 000 hectares par an, est le premier dévoreur d'espaces agricoles d'Europe ; à l'inverse la Suède a depuis longtemps classé ses terres agricoles en zone stratégique. La priorité de notre syndicat est la défense de ce patrimoine agricole, enjeu de souveraineté alimentaire, ainsi que des paysans qui font vivre ses pays et ses paysages. La diversité de nos paysages est le fruit du travail de générations de paysans et contribue beaucoup à l'attrait de la Provence. Notre démarche n'est donc pas corporatiste, mais d'intérêt général et social.

Les terres agricoles sont sans cesse grignotées au point de ne représenter plus que 12% du territoire de notre département. Certains prônent la substitution ou la compensation. Nous n'acceptons pas cette solution car une terre agricole fertile, donc avec une grande valeur agronomique, est le résultat d'une lente et complexe évolution biologique, elle ne peut pas être remplacée par une lande ou un bois quelconque après un simple défrichement.

L'agriculture varoise reste extrêmement fragile malgré les apparences de quelques belles réussites. Si le projet de LGV se réalise, l'impact va être brutal sur nos territoires avec une emprise de 7 hectares au kilomètre et les effets directs et indirects de la disparition de plusieurs centaines d'hectares :

- Déstructuration d'exploitations qui ne seront plus viables;
- Accélération de la disparition de caves coopératives et de petites fermes qui sont à la base du tissu économique et social rural ;
- La pression et la spéculation foncières induites vont encore accroître le phénomène de déclassement de terres agricoles ;
- Le prix d'achat de ces terres sera encore plus prohibitif en particulier pour les jeunes qui s'installent hors du cadre familial ;
- La diminution du nombre de paysans va obérer les finances de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole;
- Les agriculteurs varois et provençaux ne peuvent pas accepter que l'augmentation prévisible de leurs impôts pour financer le projet entraîne la disparition de leur outil de travail.

Au delà de ces considérations agricoles, nous n'acceptons pas la politique touristique et immobilière dont fait partie ce projet. Il s'agit là aussi d'un choix de société pour les décennies à venir.

De plus cette LGV n'est absolument pas un outil d'aménagement du territoire qui profiterait à l'ensemble des habitants de notre région dans leurs difficultés quotidiennes de déplacement.

Il existe des solutions alternatives par voie maritime et ferroviaire qui n'ont pas été suffisamment étudiées.

Aussi, notre position sur cette question n'a pas varié. Elle est et reste un NON clair et net quel que soit le scénario ou le tracé retenu. C'est ainsi que nous avons naturellement été un des éléments à la base de la création de la Coordination Associative Provençale pour le Respect de l'Environnement (CAPRE).

La position des dirigeants de la FDSEA du Var qui est une sorte de « oui mais » et celle des Jeunes Agriculteurs que l'on peut résumer par un « non mais » nous paraissent relever d'une grande ambiguïté et être difficilement tenables à terme. D'ailleurs, ce n'est pas celle d'un nombre croissant de leurs adhérents de base. Elle prouve que ces responsables syndicaux sont prêts à sacrifier des terres agricoles pour un leurre économique.

Nous leur avons adressé en date du 1^{er} mars dernier un courrier leur rappelant l'attitude unitaire en 1990 des agriculteurs des Bouches du Rhône et du Vaucluse contre le projet de TGV Méditerranée et leur demandant de rejoindre la coordination ; nous regrettons leur absence de réponse à ce jour.

Ce n'est probablement pas la position de la Chambre d'Agriculture du Var, qui tarde à être publiée, qui va permettre de lever cette ambiguïté.

BRIGNOLES le 16 avril 2005

Contacts J Marc MAURIC 04 94 90 80 32 06 32 57 74 68 jeanmarcmauris@hotmail.com
Denis CAREL 04 94 86 97 71 06 88 55 37 83 jasdesvallons@aol.com
CAPRE <http://nonlgvpaca.free.fr> capre.lgv@free.fr